



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 15 JAN. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône et de la Métropole de
Lyon
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L541-2 et 3, et L541-7 ;

VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier en date du 7 novembre 2014 de la mairie de Saint-Symphorien d'Ozon concernant un stockage illégal de déchets dangereux ou non dangereux sur le territoire de sa commune, 2020 route d'Heyrieux ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 27 novembre 2014 dans le respect des dispositions de l'article L 541-3-1° du code de l'environnement ;

VU le rapport du 27 novembre 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société PROFIL TP exploite, à SAINT-SYMPHORIEN D'OZON, en infraction à la législation des installations classées, une installation de stockage de déchets dangereux ou non dangereux et de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes visée aux rubriques n° 2716 et 2760 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que des analyses des terres polluées prélevées sur le site ont été réalisées par le laboratoire Carson à la demande de la Mairie de SAINT-SYMPHORIEN D'OZON ;

CONSIDERANT qu'il ressort des analyses des trois échantillons prélevés sur un des talus présents sur le site que certaines concentrations en polluant sont supérieures aux paramètres d'acceptation dans des installations de stockage de déchets nertes ;

CONSIDERANT également que les résultats en Hydrocarbures de 747, 1323 et 2900mg/kg MS obtenus dans les différents échantillons ne permettent pas l'évacuation de ces déchets vers une installation de stockage de déchets inertes ;

CONSIDERANT, donc, qu'à minima, ces déchets ont un caractère non dangereux non inertes et auraient dû être transférés dans une installation de valorisation ou d'élimination autorisée au titre de la législation des installations classées ;

CONSIDERANT, de plus, que compte-tenu des règles du Plan Local d'Urbanisme prévalant sur la commune de SAINT-SYMPHORIEN D'OZON, la régularisation administrative des activités de stockage de déchets ou de transit exercées par la société PROFIL TP ne peut être envisagée au titre de la législation des installations classées ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient, notamment, d'exiger de l'exploitant, considéré comme le détenteur des déchets et responsable de la gestion des mêmes déchets jusqu'à leur élimination et leur valorisation finale, de cesser immédiatement tout admission de ces déchets, d'analyser l'état des sols et de procéder, le cas échéant, à leur remise en état ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 541-3 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PROFIL TP, 2020 route d'Heyrieux à SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON, est mise en demeure :

- de cesser **immédiatement** l'admission de tout déchet non dangereux ou dangereux sur le site,

- dans un délai de **20 jours**, de caractériser l'ensemble des déchets qui ont été déposés sur le site en déchets inertes, non dangereux ou dangereux, conformément au 1^{er} alinéa de l'article L 541-7-1 du code de l'environnement,

- dans un délai de **30 jours**, de fournir toutes les informations concernant l'origine, la nature, les caractéristiques et les quantités de déchets qui ont été pris en charge sur le site conformément à l'article L 541-7 du code de l'environnement,

- dans un délai de **45 jours**, de procéder à l'évacuation vers les filières dûment autorisées de l'ensemble des déchets caractérisés comme non dangereux ou dangereux, conformément à l'article L 541-2 du code de l'environnement. A cet effet, l'exploitant justifiera du respect de cette disposition en transmettant les bordereaux de suivi de déchets dangereux ou de prise en charge des déchets non dangereux,

- dans un délai de **deux mois**, d'analyser l'état des sols au droit des stockages de déchets non dangereux ou dangereux qui auraient été évacués. Ces déchets générés par la remise en état du site seront dirigés vers un centre de stockage ou de traitement autorisé et la justification de l'élimination de ces déchets devra être apportée,

- dans un délai de **trois mois**, de procéder, le cas échéant, à la remise en état des sols. L'exploitant justifiera de l'élimination de ses déchets générés par la remise en état du site et dirigés vers un centre de stockage ou de traitement dûment autorisé au titre de la législation.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

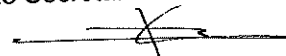
ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON,
- à l'exploitant.

Lyon, le **1 5 JAN. 2015**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL

